

2022

RAPPORT ANNUEL



RAPPORT ANNUEL 2022 FOODWATCH FRANCE

Édito	3
Qui est foodwatch ?	4
Financement	5
Arnaques sur l'étiquette	6
Scandales alimentaires	8
Alimentation et santé	10
Spéculation alimentaire	13
foodwatch dans les médias	14

Rapport annuel 2022

Publication de foodwatch France, association loi 1901 enregistrée au répertoire national des associations, SIRET 79506716400025 © foodwatch France

Conseil d'administration : Stéphanie Anker (présidente), Joëlle Le Vourc'h (trésorière), Kathy Abiteboul (secrétaire), Anne-Marie Schmit (administratrice), Loïc Cadin (administrateur).

Directrice de la publication : Karine Jacquemart

Ont collaboré à cette publication : Camille Dorioz, Ingrid Kragl, Karine Jacquemart.

Crédits : Soulcié (dessins), istockphoto [dont photomontage: foodwatch], agence Poussin, Blandine Pannequin (table de Noël), Tina Westiner (pesticides).

Contact : foodwatch France - 53 rue Meslay 75003 Paris - info@foodwatch.fr - Tél +33 (0) 1 43 20 86 49
www.foodwatch.fr

EDITO

En 2022, votre mobilisation et votre soutien ont permis à la petite équipe foodwatch de monter au créneau sur de nombreux sujets : d'enquêtes en révélations, de médias en rendez-vous institutionnels, nous avons défendu en toute indépendance votre droit à une alimentation saine et à plus de transparence dans ce secteur.

IMPOSER LA SANTÉ PUBLIQUE CONTRE LES INTÉRÊTS PRIVÉS DES INDUSTRIELS

Une « loi nitrates » a été adoptée par l'Assemblée nationale en février 2022. La mobilisation – foodwatch avec la Ligue contre le cancer et Yuka, ainsi que vos plus de 450 000 signatures à notre pétition commune - a payé. Cette loi reste insuffisante mais le sujet de l'interdiction de ces additifs qui favorisent certains cancers est désormais inévitable et inscrit noir sur blanc à l'agenda politique.

L'INSTRUMENTALISATION DE LA GUERRE EN UKRAINE ET LES PRIX DE NOS ALIMENTS QUI FLAMBENT

Quand la guerre a éclaté en Ukraine, les lobbies de l'agroalimentaire n'ont pas tardé à prendre la crise comme excuse pour réclamer plus de pesticides et plus d'élevages intensifs... soi-disant pour sauver le monde de la famine. Nous sommes évidemment montés au créneau pour dénoncer ce mythe créé de toutes pièces. Nous nous sommes également engagés, avec vous, dans la lutte contre **les spéculateurs de la faim**. Les fabricants se sont mis à réclamer des **dérogations** pour changer leurs recettes, histoire de pallier les problèmes d'approvisionnement liés à la guerre, mais ont omis de prévenir les consommateurs. Là aussi, nous avons dû réclamer la transparence. C'est aussi souvent en prétextant des coûts qui grimpent que les fabricants de nos aliments se sont mis à réduire la contenance... là aussi en catimini et sans bien sûr réduire le prix. Nous avons épinglé ces adeptes de la **shrinkflation ou réduflation, véritable inflation masquée**. Le sujet a porté jusqu'à la ministre déléguée chargée des Petites et Moyennes Entreprises, Olivia Grégoire.

DEUX SCANDALES, DEUX PLAINTES

Deux scandales sanitaires ont fait l'effet d'une bombe en 2022. Des enfants sont tombés malades et deux sont morts après avoir mangé des pizzas Buitoni (Nestlé) contaminées à la bactérie E.coli. Des chocolats Kinder (Ferrero) contaminés à la salmonelle sont restés sur le marché pendant des mois. Nous avons porté plainte aux côtés des familles de victimes pour 7 infractions graves.

Par ailleurs, tout au long de l'année, nous avons continué à enquêter et pointer du doigt les pratiques abusives, les **arnaques sur l'étiquette** en vous proposant même, à Noël, un guide pour les débusquer.

NOUS VOUS DISONS « MERCI »

Nos actions ne sont rien sans vous. Vous êtes plus de 353 000 abonné.es à notre newsletter et nombreuses et nombreux à nous suivre et relayer sur les réseaux sociaux. En signant nos pétitions, en lisant et en partageant nos alertes et révélations, en nous signalant des dérives que vous constatez, en rejoignant nos donatrices et donateurs, vous jouez un rôle inestimable pour enrichir et donner du poids à nos combats. Alors, merci à vous !

Ensemble, nous formons un puissant contre-pouvoir citoyen. Ensemble, continuons.



Karine Jacquemart,
directrice générale
foodwatch France

QUI EST FOODWATCH ?

Fondée en 2002 en Allemagne par Thilo Bode en réaction au scandale de la vache folle, foodwatch est également aux Pays-Bas depuis 2009, en France depuis 2013, à Bruxelles, et en Autriche depuis fin 2020. foodwatch est une ONG indépendante européenne. En France, c'est une association loi 1901.



L'équipe de foodwatch France (de gauche à droite) : Camille (responsable de campagnes), Karine (directrice), Ingrid (directrice de l'information), Emma (chargée de projets web et webmarketing), Audrey (chargée de campagnes), Davila (chargée base de données et relations donateur-rices), Myriam (responsable de la communication digitale et engagement).

PARTENARIATS

foodwatch collabore avec des expert-es (scientifiques, juristes, etc.) indépendant-es et fiables et des partenaires-clés sur certaines campagnes. En 2022, nous avons travaillé (et cela continue) avec **CCFD-Terre Solidaire** sur la question de la spéculation sur les denrées alimentaires et bien sûr avec l'application **Yuka** et **la Ligue contre le cancer** avec qui nous avons lancé une pétition contre les nitrites ajoutés à notre alimentation. Nous participons à de nombreux groupes de travail avec d'autres organisations de la société civile. foodwatch est membre de **la Maison des lanceurs d'alerte** ; un appui essentiel.

MISSION

foodwatch défend les droits des citoyens et citoyennes à plus de transparence dans le secteur alimentaire et à l'accès à une alimentation saine.

A travers ses actions de lanceur d'alerte et de mobilisation, foodwatch fait la lumière sur les pratiques de l'industrie alimentaire afin qu'elles changent et que les autorités publiques fassent véritablement respecter nos droits.

Face à l'opacité du marché alimentaire en France et en Europe, nous menons des enquêtes pour révéler des informations et scandales au grand jour. Face à l'impunité, nous nommons et exposons les responsables pour qu'ils rendent des comptes. foodwatch développe ainsi un véritable contre-pouvoir citoyen face aux lobbies de l'industrie agroalimentaire et crée un espace de débat public, là où il est trop souvent confisqué.

Nos activités couvrent des thèmes variés liés à notre alimentation : scandales et fraudes alimentaires, transparence sur l'étiquetage et emballages trompeurs, impact de notre alimentation sur la santé, menaces des accords de libre-échange, etc.

PORTER VOTRE VOIX JUSQU'AUX DECIDEURS POLITIQUES

Parce que nos campagnes et nos informations nécessitent une action politique, nous sommes régulièrement conviés à des réunions politiques ou des auditions où nous portons votre voix. Voici quelques-unes des auditions de foodwatch en 2022 : le Service de la Commission des Affaires européennes de l'Assemblée nationale sur les additifs nitrés, l'Autorité de la concurrence, l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) sur l'alimentation ultra-transformée, l'Assemblée nationale à nouveau sur l'inflation en lien avec notre enquête shrinkflation, la Commission des Affaires économiques du Sénat pour sa mission d'information relative à l'information du consommateur, plusieurs réunions également avec Bercy sur le sujet des dérogations à l'étiquetage accordées aux industriels.

FINANCEMENT DE FOODWATCH – 100% INDÉPENDANT

L'indépendance est l'un des piliers de foodwatch, y compris lorsqu'il s'agit de notre financement. Pour garantir notre liberté d'enquête, d'action et de ton, foodwatch refuse toute subvention publique, ou d'entreprises qui pourraient présenter le moindre conflit d'intérêt. Cette année, vous avez été un grand nombre à nous encourager et à nous donner les moyens d'agir. Face à l'immensité et la nécessité de notre mission, votre soutien est précieux. Un immense merci !

C'est grâce à l'engagement de nos donateurs et donatrices, citoyens et citoyennes qui soutiennent nos combats au quotidien, que nous pouvons mener nos enquêtes, travailler avec des avocat-es et autres expert-es, réaliser des tests en laboratoires, publier dossiers et révélations et tout simplement, mener les combats nécessaires pour défendre et protéger le droit de toutes et tous à une alimentation saine, sans risques et abordable.

UTILISATION DE NOS RESSOURCES ET DE VOS DONS *

66% de nos dépenses concernent le cœur de notre mission : nos campagnes et actions

Enquêtes, publications, conférences de presse, actions de mobilisation et de sensibilisation, actions de plaidoyer, actions en justice, informations et débats sur les réseaux sociaux... foodwatch milite avec vous et pour vous pour plus de transparence et pour une alimentation saine pour toutes et tous.

26% de nos dépenses sont engagées pour la collecte et la gestion des dons

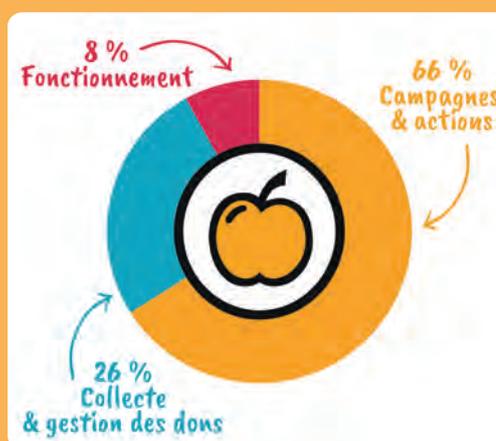
Suivi et gestion des dons, communication avec les donateurs et donatrices et recherche de nouveaux donateurs et donatrices pour garantir notre indépendance à 100% - foodwatch n'accepte pas de subventions publiques ni de dons d'entreprises qui peuvent présenter le moindre conflit d'intérêt.

8% de nos dépenses nous permettent de faire fonctionner notre association

Loyers, électricité, consommables, informatique...

Nous nous efforçons au quotidien de limiter ce poste de dépenses.

*Chiffres basés sur notre utilisation en 2021. Le dossier financier finalisé et validé par le rapport du commissaire aux comptes sera disponible mi-2023 et consultable en ligne sur <https://www.foodwatch.org/fr/a-propos/financement/>



« Encore merci pour tout ce que vous faites pour nous. Comme disait Nelson Mandela, « On ne perd jamais. Soit on gagne soit on apprend ».

Jean-Philippe

Un immense merci à vous et toute votre équipe qui travaillez si fort dans les conditions gouvernementales présentes si imprévisibles (pour ne pas dire mensongères). Le découragement ne semble pas vous gagner (ou si, quand même, de temps en temps, non?). Alors «Hauts les cœurs» et tenez bon dans ces temps de multiples tempêtes.

Claude B.

Vous faites du super boulot. Heureusement que vous êtes là pour nous avertir et nous protéger des lobbies et autres magouilles. Ne baissez pas les bras, on compte sur vous.

Flo



ARNAQUES SUR L'ÉTIQUETTE



Le problème

L'imagination de certains industriels pour induire en erreur le consommateur et gonfler leurs marges est sans limite. Sur les emballages, ces pratiques abusives ne sont pas l'exception. Et pourquoi s'en priver, puisque ce n'est pas sanctionné ? La législation n'est pas appliquée de manière assez stricte. Résultat : les rayons des supermarchés regorgent d'arnaques sur les étiquettes. Heureusement, ensemble en 2022 nous avons continué à les pointer du doigt.

Face à ce genre d'abus, en tant que contre-pouvoir citoyen, nous sommes votre porte-voix.

Ensemble, nous agissons

La guerre en Ukraine a aussi eu un impact sur la campagne 'Arnaques sur l'étiquette' en 2022. Ainsi, en mars nous avons alerté sur les **dérégulations accordées aux fabricants par le gouvernement pour faire face à la pénurie d'huile de tournesol** dont l'Ukraine et la Russie sont (en temps normal) exportatrices. En septembre, l'inflation galopante a porté notre regard sur le phénomène de la **shrinkflation ou inflation masquée** : il s'agit de produits qui réduisent en taille (jusqu'à -20 %) mais dont le prix augmente au kilo ou au litre (jusqu'à +37%) en catimini. Nous avons épinglé plusieurs entrées, plats et desserts en décembre, avec la présentation de notre table de Noël des arnaques. Voilà près de 10 ans déjà que foodwatch France traque et dénonce les arnaques sur les étiquettes, avec le soutien

de centaines de milliers de personnes. Aujourd'hui, les acteurs de l'industrie agroalimentaire savent que notre communauté les observe attentivement à travers tout le territoire, à tous les étages des rayons des supermarchés. Ce sont souvent vos alertes qui ont inspiré ces campagnes ayant un large écho.

Avec nos campagnes, la pression citoyenne augmente sur les fabricants et distributeurs. Des politiques aussi commencent à se saisir de cette problématique. Si en 2021 les parlementaires ont posé les premières pierres à un meilleur contrôle des arnaques au made in France, en 2022 la ministre Olivia Grégoire, chargée des **Petites et Moyennes Entreprises et du Commerce**, s'est saisie du dossier shrinkflation à peine 24h après la publication de notre enquête.



Ukraine et pénurie de tournesol

La guerre en Ukraine a un impact sur l'approvisionnement en tournesol que l'on retrouve dans des milliers de produits : frites, chips, sauces, biscuits, margarines, plats préparés, pesto, poisson pané, etc. En France, l'industrie agroalimentaire s'est donc vu accorder le droit de modifier ses recettes sans nécessairement informer les consommateurs sur les emballages. Nous sommes montés au créneau afin de défendre notre droit à l'information et d'éviter que les industriels ne puissent trop facilement remplacer l'huile de tournesol par de l'huile de palme dans notre dos.



Quand le prix augmente en catimini

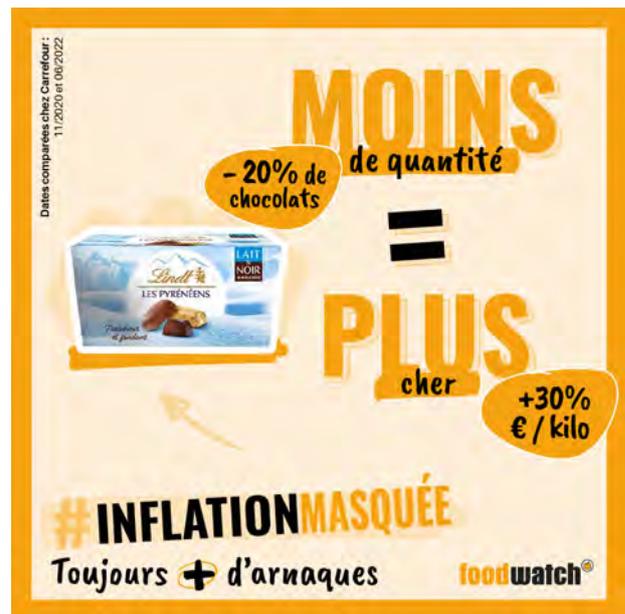
Pour la rentrée de septembre, nous avons mis les pieds dans le plat sur une pratique scandaleuse en cette période d'inflation : la shrinkflation. Nous avons, grâce à vos signalements, épinglé 6 produits dont la taille diminue en catimini alors que leur prix au kilo ou au litre augmente. Vous avez été plus de 50 000 à interpeller **Kiri, St Hubert, Saint Louis, Salvetat, Lindt, Teisseire** mais aussi l'ensemble des distributeurs. Ces derniers, ont tenu un double discours affligeant, condamnant la pratique mais ne prenant aucun engagement à mieux informer le consommateur. Mais notre pression a eu des effets politiques, une enquête de la DGCCRF a été annoncée par la ministre.

NOTRE IMPACT EN 2022

- Une enquête de la DGCCRF et une réaction de la ministre sur le dossier shrinkflation
- Plus de transparence sur les dérogations d'étiquetage suite à la pénurie d'huile de tournesol

La table des arnaques de Noël

L'année s'est achevée avec la table de Noël des arnaques sur l'étiquette. Des macarons au foie gras **Labeyrie** aux additifs controversés, en passant par le paquet de Pomme duchesse **Findus** à 48% vide ou encore la boîte de chocolat Pyrénéens **Lindt** où 6 bouchées ont disparu alors que vous payez le même prix. Noël reste une période propice aux arnaques sur l'étiquette.



Pourquoi il faut continuer

Un cru 2022 réussi, puisque **certaines marques ont changé leurs pratiques et que toutes les autres savent qu'on les observe** et qu'on peut dénoncer leurs abus à tout moment dans l'année. Par-dessus tout, nous continuons de secouer et de surveiller **les responsables politiques (et ça avance) pour ce que nous voulons tous et toute : plus de transparence.** Les actions de foodwatch et la mobilisation citoyenne sont plus que jamais nécessaires pour pousser les fabricants et distributeurs à être plus

honnêtes, aboutir à des réglementations plus protectrices et à des sanctions pour obtenir plus de transparence.

La campagne Arnaques sur l'étiquette n'est pas une simple bagarre sur le marketing. Elle défend le droit de toutes et tous à savoir ce qu'il y a dans nos assiettes. Elle combat le sentiment d'impunité des industriels quand il s'agit d'induire en erreur le consommateur.



Le problème

En théorie, la législation alimentaire de l'Union européenne - le règlement (CE) 178/2002 - est censée offrir aux consommateurs et consommatrices un niveau élevé de protection. Dans les faits, **les scandales s'enchaînent** avec un schéma quasi immuable : trop souvent, des entreprises, des laboratoires savent mais se gardent bien de communiquer tout risque pour la santé des consommateurs et consommatrices, puis des aliments non-conformes ou dangereux sont mis sur le marché pour être enfin rappelés alors qu'ils ont déjà été mangés.

Ensemble, nous agissons

En 2022, plusieurs gros scandales ont tout particulièrement occupé notre équipe. **L'oxyde d'éthylène**, ce pesticide cancérigène, mutagène et reprotoxique, a contaminé des milliers d'aliments vendus et consommés partout en Europe où son utilisation est pourtant interdite. Alors que l'affaire a été mise au jour par la Belgique en septembre 2020, elle a pris une telle ampleur en Europe que plus de 18 000 lots d'aliments ont été rappelés en France. En janvier 2022, des centaines de lots de glaces, sorbets, cornets et surtout bûches de... Noël ont été rappelés pour cause de contamination à l'oxyde d'éthylène. Ce scandaleux rappel tardif de bûches - sans doute déjà mangées - concernait des produits commercialisés par Nestlé, Aldi, Auchan, Carrefour ou Casino depuis... 2019 !



Pizza Buitoni et Kinder : au printemps 2022, deux scandales sanitaires ont fait l'effet d'une bombe. Des enfants sont tombés malades et deux sont morts après avoir mangé des pizzas Buitoni (Nestlé) contaminées à la bactérie E.coli. Et des chocolats Kinder (Ferrero) contaminés à la salmonelle sont restés sur le marché pendant des mois. Dans les deux cas, ce sont les autorités sanitaires qui ont dû tirer la sonnette d'alarme face à un pic épidémique inquiétant alors que l'alerte aurait dû partir des fabricants bien plus tôt.





Le manque de réactivité des industriels, les ratés, le manque d'empathie, le cynisme (l'envoi de bons d'achat de 10 euros) et la prise en charge des victimes une fois les scandales exposés sont des facteurs aggravants.

Ces affaires sont d'autant plus scandaleuses qu'elles étaient évitables.

Ferrero a, par exemple, été informée de la possible contamination de ses produits dès le 23 mars par les autorités du Royaume-Uni, comme nous l'avons révélé lors de notre enquête, mais le rappel des produits en France n'a eu lieu que le 5 avril. Les autorités belges ont dû prendre la décision le 8 avril de fermer l'usine de production des Kinder « après investigations et suite aux constats que les informations fournies par Ferrero (étaient) incomplètes ». Quant à Buitoni, l'hygiène au sein de l'usine de Caudry s'était tellement dégradée depuis le contrôle précédent que le préfet du Nord a dû ordonner sa fermeture, le 1er avril. Nous avons donc **porté plainte** le 19 mai dans les affaires Buitoni et Kinder aux côtés de **plusieurs familles de victimes**.

LE CHIFFRE

Plaintes Buitoni et Ferrero
7 infractions graves, dont :
tromperie aggravée,
mise en danger de la vie d'autrui,
mise sur le marché de produits
préjudiciables à la santé

Pourquoi il faut continuer

Parmi nos plaintes figurent notamment le cas d'une petite Louna, 6 ans, hospitalisée en urgence pédiatrique pour intoxication à la salmonelle suite à la consommation de Kinder et dont les enzymes ont révélé qu'ils correspondaient à ceux d'une personne ayant eu un infarctus. Verdict : myocardite, (une inflammation du muscle cardiaque). Un grand pouvoir implique de grandes responsabilités. Or ces deux affaires montrent qu'on ne peut pas faire confiance à Nestlé et Ferrero, pourtant leaders sur leur secteur, et que le système d'auto-contrôles confié aux industriels n'est pas suffisamment efficace. Notre enquête a démontré que les deux entreprises ont minimisé les faits et manqué à leurs obligations. **Le procureur de la République de Paris s'est d'ailleurs appuyé sur notre plainte pour ouvrir une information judiciaire** concernant les pizzas Buitoni (Nestlé). Nestlé et Ferrero devront rendre des comptes.





ALIMENTATION ET SANTÉ



Additifs : les nitrites et nitrates ajoutés dans notre alimentation Le problème

Depuis fin 2019, foodwatch, Yuka et la Ligue contre le cancer sont mobilisées pour exiger une alimentation sans nitrites ajoutés : l'interdiction des additifs E249 (nitrite de potassium), E 250 (nitrite de sodium), E251 (nitrate de sodium) et E252 (nitrate de potassium) - particulièrement utilisés dans les viandes transformées comme la charcuterie industrielle. Ces additifs peuvent contribuer à la formation de composés dans notre estomac : des composés nitrosylés dont des nitrosamines, classées

cancérogènes probables pour l'humain par le Centre international de la Recherche contre le Cancer (CIRC), une agence de l'Organisation mondiale de la santé, car elles favorisent l'apparition de cancer colorectal (le deuxième cancer le plus mortel après celui des poumons) et de cancer de l'estomac.



Ensemble, nous agissons

Nous voulons manger sans être exposé-es à un potentiel risque de cancer à cause d'additifs controversés. Le 3 février 2022, l'Assemblée nationale adoptait la « loi nitrites ». Enfin, l'interdiction des additifs nitrés ajoutés à notre alimentation - les (in) fameux E249, E250, E251 et E252 - figurait à l'agenda politique. Une avancée importante rendue possible grâce à une mobilisation sans précédent de votre part : plus de 380 000 signatures de notre pétition conjointe avec la Ligue contre le cancer et Yuka.

En juin 2022, l'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, l'Anses, a enfoncé le clou, en confirmant le lien entre risque de cancer et exposition aux nitrites

et nitrates ajoutés à notre alimentation. Ce rapport était attendu par les pouvoirs publics, qui avaient promis de prendre en compte cet avis et avait annoncé dans la foulée qu'il travaillait à un plan d'actions.

Depuis les annonces du gouvernement à l'été 2022, nous suivons cela de très près : il consulte les industriels, nous écoute et finalement, traîne à prendre les bonnes décisions. En décembre, foodwatch a rencontré les ministères et leur son de cloche nous a inquiété. Il était question de laisser les fabricants de charcuterie faire « ce qu'ils peuvent ». Comprenez : faire ce qu'ils veulent et se contenter de réduire les doses de ces additifs. Une très mauvaise nouvelle pour notre santé et nous leur avons dit clairement : hors de question. La bataille continue donc en 2023 pour enfin nettoyer notre alimentation des nitrites ajoutés.

Pourquoi il faut continuer

Cette décision visant à protéger la santé publique n'est pas du goût de la fédération industrielle des charcutiers traiteurs (FICT) et de ses adhérents. La fédération et deux industriels ont assigné en justice notre partenaire Yuka en 2021. En 2022, La Cour d'appel d'Aix-en-Provence a tranché une première affaire qui opposait les charcutiers de ABC industrie et l'application Yuka. Le fabricant demandait notamment la fermeture de notre pétition commune avec la Ligue contre le cancer et Yuka et une somme exorbitante. Le juge a débouté l'intégralité des demandes de l'industriel. Une victoire pour la liberté d'expression et l'intérêt collectif face aux intérêts privés.

Pesticides : un rapport pour en sortir dans 10 ans

Le problème

L'utilisation de pesticides et d'herbicides a continué à augmenter ces dernières années - avec des conséquences désastreuses pour la biodiversité, la protection du climat, la qualité des sols et la santé. Nous avons publié un nouveau rapport dans lequel nous critiquons la dépendance de l'Europe vis-à-vis des pesticides. foodwatch a détaillé les moyens de s'en passer : une stratégie concrète, culture par culture, pour une agriculture européenne sans pesticides d'ici 2035. La première et la plus importante étape vers cet objectif serait l'introduction d'une taxe sur les pesticides à l'échelle de l'UE, a exigé foodwatch.

Dans ce dossier, il y avait aussi du glyphosate en 2022. La substance active déclarée du célèbre Roundup de Monsanto-Bayer devait être réautorisée à la fin de l'année. Depuis 2015, cette substance est classée « cancérigène probable » pour l'homme par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC). En 2020, en France, une étude de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale) est venue renforcer l'analyse des risques liés au glyphosate. Finalement, l'Europe a préféré reporter sa décision prolongeant au passage d'un an l'autorisation. Les débats continuent donc jusqu'à fin 2023 pour prolonger ou non cette autorisation et là aussi, il va falloir se battre.

LOI NITRITES

DES MILLIERS DE CANCERS ÉVITABLES

E 249
E 250
E 251
E 252

foodwatch® Yuka LA LIGUE CONTRE LE CANCER



SPÉCULATION ALIMENTAIRE



foodwatch®



Alimentons les gens, pas les profits Le problème

Le problème est connu depuis la crise alimentaire de 2008 et se répète à chaque crise : des fonds de placements, des banques et des traders jouent à spéculer sur les denrées alimentaires, comme le blé, pour faire plus de profits. Ce qui aggrave la faim, partout dans le monde. Avec la guerre en Ukraine, des milliards d'euros et de dollars ont afflué dans des fonds qui spéculent sur la nourriture. Sachant que l'Ukraine et la Russie sont les principaux fournisseurs de denrées de base comme le blé ou le tournesol, ces spéculateurs de la faim voient avec la guerre une tension du marché. Qui dit tension, dit montée des prix et donc une opportunité de profits s'ils vendent leurs actions toutes fraîches au plus fort de la crise. Le cercle vicieux s'enclenche alors. La ruée des fonds financiers arrive sur le marché. Tout le monde voulant acheter, cela accélère artificiellement la montée des prix. Depuis le début de la guerre en Ukraine, l'alimentation coûte au moins 20% plus cher selon la FAO (Nations unies). Sur le marché mondial, le blé



coûte presque 50% de plus qu'en début d'année 2022. Le rapporteur spécial de l'ONU sur l'extrême pauvreté, Olivier De Schutter, a alerté sur la gravité de la situation et souligné que la spéculation est « la véritable cause » de la hausse des prix.

Ensemble, nous agissons

Les bureaux européens de foodwatch et le CCFD Terre-Solidaire (une ONG française de solidarité internationale œuvrant dans plus de 60 pays) ont uni leurs voix pour demander aux dirigeants européens de porter activement et publiquement un engagement fort et concret pour lutter contre la spéculation alimentaire. Plus de 109 000 personnes ont signé notre pétition, et cela continue.

Pourquoi il faut continuer

Le monde est en train « de faire face à la pire crise alimentaire depuis la Seconde Guerre mondiale », selon le directeur du Programme Alimentaire Mondial. Pourtant, les solutions sont connues : il suffirait de limiter le nombre d'opérations financières que l'on peut faire sur ces bourses alimentaires, d'interdire l'accès à ces bourses à des gens qui sont uniquement là pour spéculer et faire monter les prix de façon artificielle, d'exiger la transparence sur les stocks qui sont disponibles dans le monde, pour ne pas faire croire tout d'un coup qu'on serait en pénurie et en profiter pour faire grimper les prix. L'alimentation n'est pas une marchandise. C'est un droit.

FOODWATCH DANS LES MÉDIAS

D'année en année, les médias relaient toujours plus les informations de foodwatch, commentées par Camille Dorioz, responsable de campagnes, Karine Jacquemart, directrice de foodwatch, Ingrid Kragl, directrice de l'information ou Audrey Morice, chargée de campagnes. En 2022, nous comptons plus de 3700 recensions dans la presse au sens large (TV, radio, Web, presse écrite), rien qu'en France. C'est important car la pression médiatique pousse les fabricants et décideurs politiques à (ré)agir. La presse les interpelle, vous informe, partage nos campagnes d'intérêt public.

SCANDALES SANITAIRES



franceinfo: com

franceinfo:
"Avertissement" et "manquements" dans l'affaire des pizzas Buitoni : "Scandaleux et inacceptable", dénonce Foodwatch France



BFM TV 17.38 DIRECT
BUITONI/KINDER : FOODWATCH PORTE PLAINTE
ALERTE INFO - Scandales sanitaires Buitoni et Ferrero: "Il y a deux



ChallengeS

Nestlé dans le viseur de Foodwatch après le scandale Buitoni et Kinder



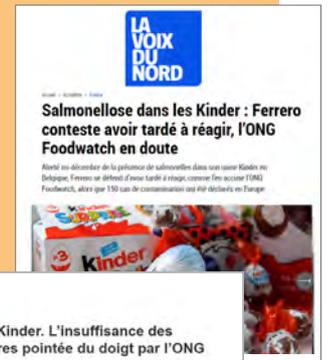
NOUVELLE PLAINTE CONTRE BUITONI

Législatives : l'alliance entre les partis de gauche est précisée à 84% par leurs sympathisants, sondage Evidon/IFOP

BUITONI ET KINDER



L'usine Buitoni déjà épinglée



LA VOIX DU NORD

Salmonellose dans les Kinder : Ferrero conteste avoir tardé à réagir, l'ONG Foodwatch en doute



TFI
Pizzas Buitoni, chocolats Kinder : l'association Foodwatch porte plainte contre Nestlé et Ferrero

PIZZAS BUITONI INTERDITES ENCORE EN VENTE: "C'EST TOTALEMENT SCANDALEUX" POUR FOODWATCH



Buitoni nous rend malades

Rappels Buitoni/Kinder. L'insuffisance des contrôles sanitaires pointée du doigt par l'ONG Foodwatch



Pizzas contaminées L'usine Buitoni épinglée par le passé



Kinder contaminés

DEMANDONS JUSTICE

Buitoni nous rend malades

Affaire Buitoni Une famille francilienne dépose plainte

19/20



Des Kinder Surprise sont notamment concernés par la campagne de rappels. Photo: E. Dubois/AGF/PHOTOFESTIVAL

SHRINKFLATION OU INFLATION MASQUÉE



5

ARNAQUES SUR L'ÉTIQUETTE



Après l'alerte de Foodwatch sur la « shrinkflation », Olivia Crégoire demande une enquête
Par Le HuffPost

ARNAQUES DE NOËL



DÉROGATIONS SUR L'ÉTIQUETTE : OGM ET HUILE DE PALME EN CATIMINI ?

AUTRES ARNAQUES ET FRAUDE ALIMENTAIRE



ADDITIFS : NITRITES AJOUTÉS

SANTÉ



HUILES MINÉRALES TOXIQUES



SPÉCULATION ALIMENTAIRE



■ foodwatch France

53 rue Meslay 75003 Paris

+33 (0) 1 43 20 86 49

E-mail : info@foodwatch.fr

www.foodwatch.fr



foodwatchFR



@foodwatchfr



@foodwatchfr



YouTube foodwatchFR

foodwatch  alimente le débat.